

Pôle services vétérinaires  
Service : santé, protection animale et environnement  
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits et  
alimentation animale

Châlons-En-Champagne, le 22/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCEA DU MONT ROBERT (Ex EARL GIRAUX)**

51240 Songy

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement EARL GIRAUX implanté 51240 Songy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL GIRAUX
- 51240 Songy
- Code AIOT : 0055100336
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SCEA DU MONT DE ROBERT exploite un élevage de volailles soumis au régime de l'autorisation, précédemment exploité par l'EARL GIRAUX BERNARD.

#### **Références réglementaires :**

- \* Arrêté préfectoral n° 2004 A 55 IC du 4 mai 2004 autorisant l'EARL GIRAUX à exploiter un élevage représentant 114 334 animaux-équivalents volailles sur la commune de SONGY.
- \* Donné acte n° 2021-17 du 26 mai 2021 concernant sa déclaration de réexamen IED de l'élevage de l'EARL GIRAUX, les modifications apportées à ses installations avec 77 510 emplacements volailles sur une surface d'élevage de 3370 m2 répartie dans 4 bâtiments et l'épandage des fumiers sur un plan d'épandage de 340,46 ha.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, point 2 du II de l'annexe I, Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
2	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
3	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, Code de l'environnement, article R.512-46-23-II	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Collecte des eaux de pluies	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
5	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des enregistrements sont manquants et des modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, point 2 du II de l'annexe I, Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 23 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 « [...]En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.» Point 2 du II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19/12/2011 «2° Stockage de certains effluents d'élevage au champ. Ces prescriptions s'appliquent à tout stockage d'effluents d'élevage en zone vulnérable. En zone vulnérable, le stockage ou le compostage au champ est autorisé uniquement pour : [...] -les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement ; Sous réserve de respecter les conditions suivantes, communes à ces trois types d'effluents d'élevage : [...] -l'îlot cultural sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques. [...] »
<b>Constats :</b> Vu les enregistrements des stockages aux champs, de juillet 2024 à janvier 2025.  Non conformité : la date de dépôt n'est pas mentionnée dans les enregistrements des stockages aux champs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Moyen de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] »
<b>Constats :</b> Vu un poteau d'incendie situé par voie carrossable à environ 260 mètres du bâtiment d'élevage le plus proche.  Non-conformité : absence de réserve d'eau au niveau de l'élevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, Code de l'environnement, article R.512-46-23-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'EARL GIRAUX BERNARD est autorisée à exploiter un élevage de volailles de 77 510 emplacements répartis dans 4 bâtiments d'une surface totale de 3370 m <sup>2</sup> (23 volailles/m <sup>2</sup> ).  Article R.512-46-23-II du Code de l'environnement «Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions d'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R.512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]»
<b>Constats :</b> Par mails du 9, 14 et 21/01/2025, la SCEA DU MONT DE ROBERT a porté à la connaissance du préfet la reprise en son nom de l'élevage de volailles précédemment exploité par l'EARL GIRAUX BERNARD. Deux des quatre bâtiments (les plus récents) sont utilisés pour l'élevage des animaux pour une surface totale de 2400 m <sup>2</sup> . Parmi les deux autres bâtiments, un est destiné au stockage de matériel et l'autre au stockage de paille. D'après la facture du 5/03/2025, 52 450 poussins d'un jour ont été introduits, représentant une densité moyenne de 22 volailles/m <sup>2</sup> .  Il n'a pas été porté à la connaissance du préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>- le changement de destination de deux bâtiments,</li><li>- le stockage de paille, annexe de l'élevage et potentielle installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique n° 1530 (plus de 1000 m<sup>3</sup>).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Collecte des eaux de pluies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.»
<b>Constats :</b> Les toitures des bâtiments sont en bon état. Les eaux de toiture s'écoulent le long des bâtiments. Aucune accumulation d'eau au niveau du sol. Les bâtiments sont équipés d'une dalle en béton au niveau des entrées avant et arrière. Aucune accumulation d'eau observée à ces niveaux. Selon les explications de l'exploitant, <ul style="list-style-type: none"><li>- les effluents liquides et les eaux de lavage sont mélangées et évacuées avec la litière (sol des bâtiments en terre battue) lors du curage,</li><li>- au niveau des dalles en béton, à chaque curage, les effluents résiduels sont balayés et évacués.</li></ul> Aucune trace d'effluent au niveau de ces secteurs.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - Conforme
---

**N° 5 : Intégration dans le paysage et propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
--

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation et aménagement
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

«L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
--

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.»
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Les sas des bâtiments et les abords sont en bon état d'entretien.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - Conforme
---